

L'édito de Jacques de Guillebon: les bienveillants

Article rédigé par *Jacques de Guillebon*, le 05 février 2018

source[L'Incorrect] Dans la fameuse affaire de Notre-Dame des Landes, le président de la République a fort heureusement renié le candidat Macron, et par la même occasion jeté au purin d'orties un référendum – que l'on disait local, mais dont le périmètre était éminemment contestable – preuve, s'il en était besoin, que la « voix du peuple » ne confère aucune certitude ni ne relève forcément de la sagesse universelle. Nul besoin d'avoir lu Kant pour le savoir.

Finalement les seules promesses de Macron que l'on aime ne sont-elles pas celles qu'il renie ? Le chef de l'État gagnerait à user de ses palinodies en d'autres matières, combien plus importantes d'ailleurs que le projet de construction d'un aéroport. Les questions de bioéthique, au hasard.

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a ouvert les hostilités au mois de janvier, comme il était prévu qu'il le fasse selon la loi de 2011 (on se demande en passant pourquoi il faudrait relancer le débat bioéthique à intervalles réguliers ; mais l'on en connaît hélas la réponse : il s'agit d'enfoncer toujours des murs nouveaux, jusqu'à détruire le frêle abri où gîte la personne humaine). 2018 sera donc une année de « débats » sur les multiples questions qui engagent le sort de l'être humain en général. Le communiqué du gouvernement à ce sujet est un modèle de démagogie. Il parle de débat et de consultation de la population. Un site a même été fabriqué pour l'occasion, où le bon citoyen pourra donner son avis éclairé que nul ne lira. Car [il y a déjà des sondages publiés par le quotidien faussement catholique *La Croix*](#) pour ça, indiquant que certainement les trois quarts des Français sont pour l'extension de la PMA à toutes les formes de couple, et 90 % pour l'euthanasie. Ce que l'on est tenu de croire sur parole. Mais passons.

Nul n'est censé exprimer un avis moral dans la République de Macron ? On croit rêver. L'homme et le citoyen que nous sommes devraient faire taire leur conscience durant une année. On est bien parti

Le gouvernement appelle chacun, et les élus au premier chef, « à un “devoir de réserve bioéthique” à conserver tout au long du processus de consultation ». On aimerait savoir de quoi il retourne : nul n'est censé exprimer un avis moral dans la République de Macron ? On croit rêver. L'homme et le citoyen que nous sommes devraient faire taire leur conscience durant une année. On est bien parti.

Par ailleurs, dans l'en-même-tempsisme général, le gouvernement indique que certains sujets sont soumis au débat par le CCNE comme la PMA, mais que « *sur la PMA, la position du Gouvernement n'a pas changé depuis la publication en juin du rapport du Comité consultatif national d'éthique, qui ouvre la voie à une évolution de la législation sur la PMA, pour en étendre l'accès aux couples de femmes et aux femmes célibataires.* » Nous allons donc perdre notre année à débattre d'une question qui a déjà été tranchée.

[Lire aussi : *lassata sed non satiata*](#)

Emmanuel Macron nous prend doublement pour des imbéciles. Il a démontré qu'il savait se passer de l'avis du peuple, et incite pourtant le peuple à manifester son opinion. Il soumet de surcroît à une volonté populaire non éclairée, et qui ne peut l'être par principe, un sujet qui ne relève certainement pas de sa compétence. On se tue à le répéter depuis quelques centaines d'années, et même peut-être depuis Platon: la

morale n'est pas objet de jugement du peuple. Le XXe siècle ne s'était pas privé de nous en avertir et de nous démontrer par le sang qu'il existait des principes intangibles. Mais non, rien n'y fait. Même celui qui fait profession de jupitérisme, et dont l'on peut supposer que la PMA pour les couples lesbiens ne lui fait ni chaud ni froid, s'apprête à sacrifier à quelques lobbys excités la dignité humaine dans son ensemble.

Mais tout ceci se déroulera, cerise sur le gâteau, dans la bonne humeur la plus parfaite. Car nos geôliers, nos apprentis-sorciers, sont après tout et encore une fois, les Bienveillants.